



SYNDICAT NATIONAL DES MÉDECINS
SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES

BULLETIN

D'INFORMATIONS

T R I M E S T R I E L - S e p t e m b r e 2 0 0 6

N° 54 **É** D I T O

Mobilisons-nous

sommaire

Nos dossiers

- La conférence de presse intersyndicale p. 2
- Actions des médecins scolaires à la rentrée 2006 p. 3
- Audience au ministère en intersyndicale p. 4

Carrière

- CAPN de juin et de juillet p. 5
- Concours interne spécial Retraite (Dernière minute) p. 6
- Résultats des mutations 2006
- Postes de conseillers techniques vacants p. 7

Métier

- Audience au ministère de la Santé 15 Juin 2006
- Groupe de travail au ministère et la Famille et des Affaires sociales p. 8
- Expertise INSERM Troubles des apprentissages scolaires p. 9
- BO N° 32 du 7 septembre 2006 p. 10

Vie syndicale

- Activité syndicale
- Composition du Bureau national
- Au revoir p. 11
- Pourquoi se syndiquer
- Mémento du médecin de l'EN p. 12

Jamais les médecins de l'Education nationale n'ont connu une rentrée aussi critique.

La médecine scolaire, déjà asphyxiée par l'évolution des besoins de santé de la population scolaire, est mise à mal par la diminution des crédits de vacations. Nous avons l'espoir que l'administration allait enfin, dans le cadre de la résorption de l'emploi précaire, créer des postes par transformation des crédits de vacations. Il n'y a pas de créations et il y a une réduction de 1/3 des crédits de vacations ! Au licenciement inhumain de centaines de collègues vacataires s'ajoutent les nombreux postes non pourvus. L'absence de concours en 2005-2006 et le nombre non négligeable de détachements expliquent les 85 postes vacants.

Certains départements sont sinistrés. Ainsi dans un département de l'Académie d'Orléans Tours, les médecins se retrouvent avec des secteurs de 16 400 élèves. Dans l'Académie de Nantes, les médecins titulaires d'un département devront aller dans le département voisin pour aider leurs collègues à faire face. Sans atteindre ce seuil critique, les médecins de la grande majorité des départements sont obligés soit de laisser des secteurs vacants soit de travailler dans l'urgence et ne répondre qu'à la demande. L'objectif de 100% de VA est une pure utopie.

Parallèlement, on pourrait dire « à côté », des déclarations diverses et des projets de lois mettent en avant les besoins en suivi médical de la population scolaire. L'amendement proposé par le sénat à la loi sur la protection de l'enfance propose un bilan médical supplémentaire à 12 ans et la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a proposé d'en rajouter deux autres à 9 ans et 15 ans !

Le titre donné par un journal, en parlant des médecins de l'Education nationale, est assez parlant : « glorifiés mais débordés ».

Trop d'incohérence et trop de violence vis à vis d'un corps de médecins qui a su profondément évoluer pour répondre avec pertinence aux besoins de santé des élèves.

Tous en grève le 19 octobre et rassemblement à Paris devant le Ministère